



RÉCIT DE MARYSE BURGOT (FRANCE 2)

PLUS DE VIDÉOS

▶ ▶ | 🔊 2:24 / 2:26

Quarante-six ans après sa mort, Joséphine Baker est entrée mardi au Panthéon. L'artiste, résistante et militante antiraciste fait désormais partie des grandes femmes et des grands hommes de France. Famille, personnalités et enfants invités, tous ont vécu une cérémonie forte à l'image de la vie exceptionnelle de cette femme engagée.

<https://www.france24.com/fr/france/20211130-jos%C3%A9phine-baker-au-panth%C3%A9on-ma-france-c-est-jos%C3%A9phine>



Education morale et civique

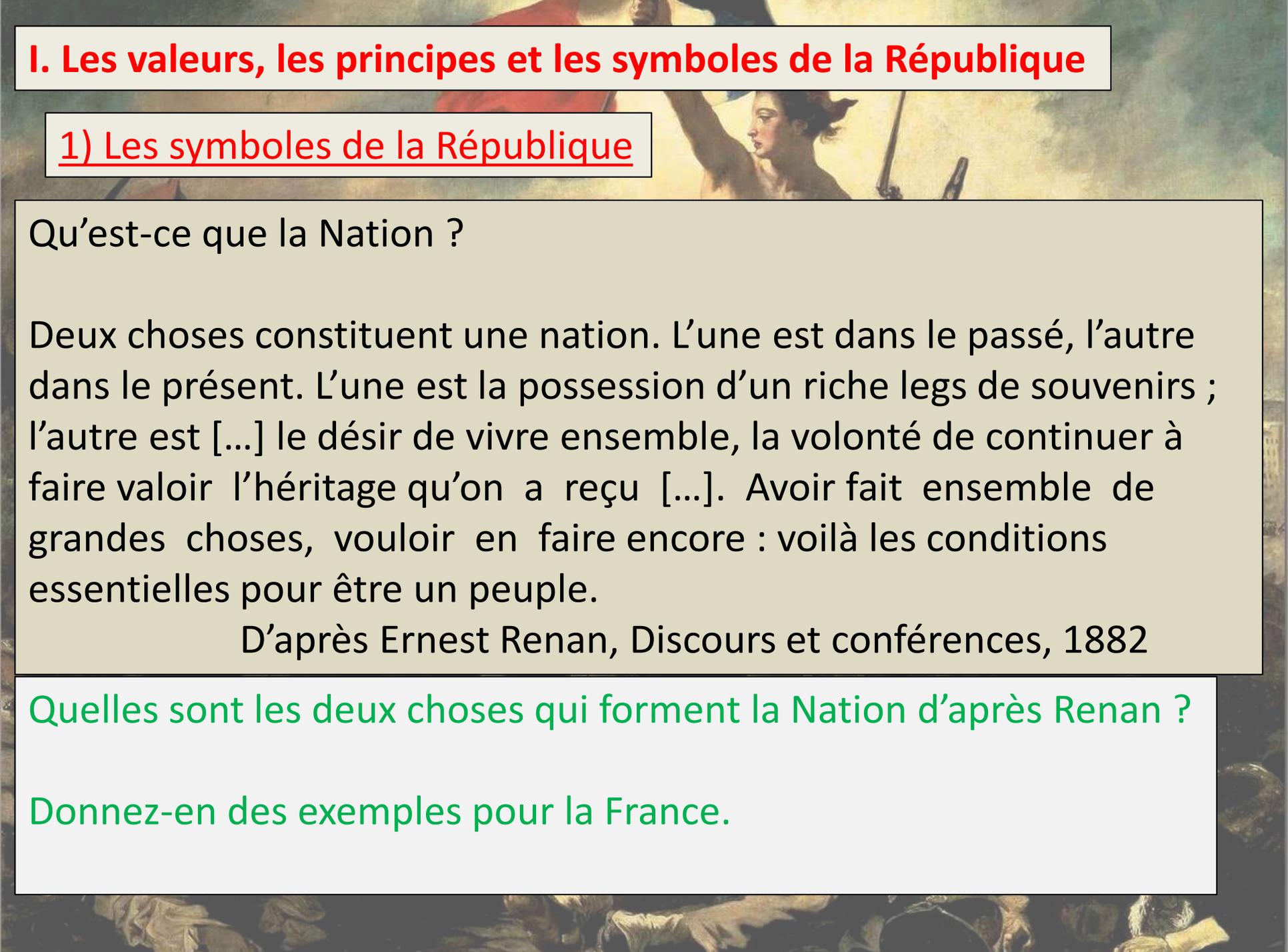
Chapitre 1 : La République et la citoyenneté

I. Les valeurs, les principes et les symboles de la citoyenneté française

II. Nationalité et citoyenneté

III. La citoyenneté européenne





I. Les valeurs, les principes et les symboles de la République

1) Les symboles de la République

Qu'est-ce que la Nation ?

Deux choses constituent une nation. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est [...] le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu [...]. Avoir fait ensemble de grandes choses, vouloir en faire encore : voilà les conditions essentielles pour être un peuple.

D'après Ernest Renan, Discours et conférences, 1882

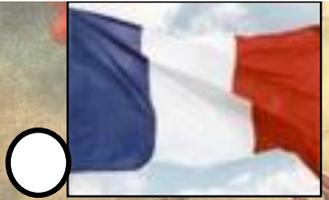
Quelles sont les deux choses qui forment la Nation d'après Renan ?

Donnez-en des exemples pour la France.

1) Les symboles de la République

Numérotez chaque document au symbole correspondant. Faites une recherche sur l'origine et la signification du symbole. (Pour aider : <https://www.elysee.fr/la-presidence/les-symboles-de-la-republique-francaise>)

1. La fête nationale
Sa date :
Date de création :
Signification :



2. L'hymne
Son nom :
Date de création :
Signification :

3. La devise
C'est
Date de création :
Signification :



4. Le drapeau
Ses couleurs :
Date de création :
Signification :

5. Marianne
Date de création :
Signification :



6. Le Panthéon
Date de création :
Signification :

7. L'emblème sportif
Un
Siècle de création :
Signification :



8. Le sceau
Date de création :
Signification :

1. La fête nationale

Sa date :

Date de création :

Signification :

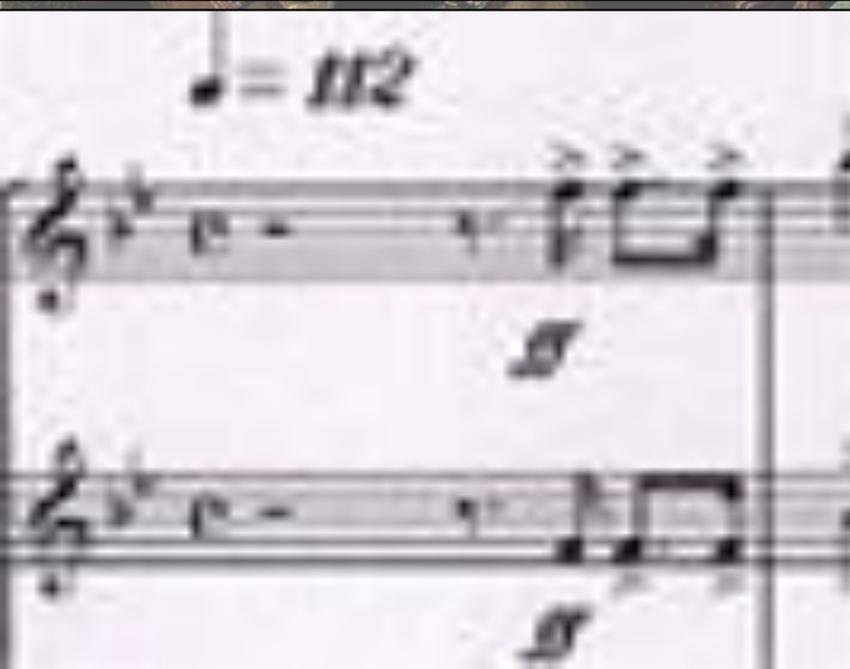


2. L'hymne

Son nom :

Date de création :

Signification :

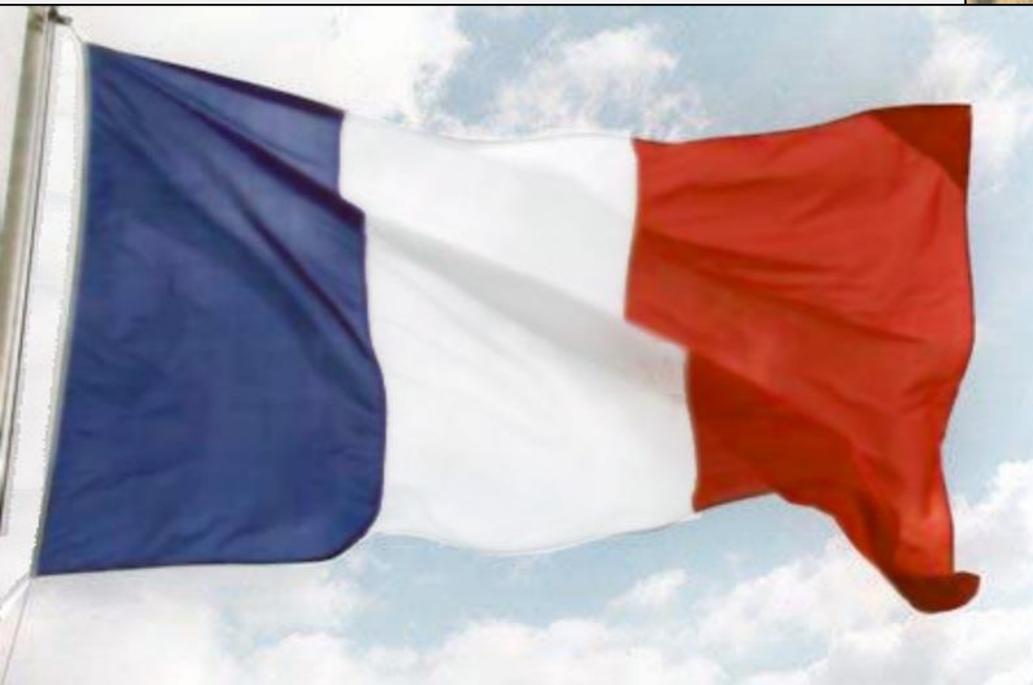
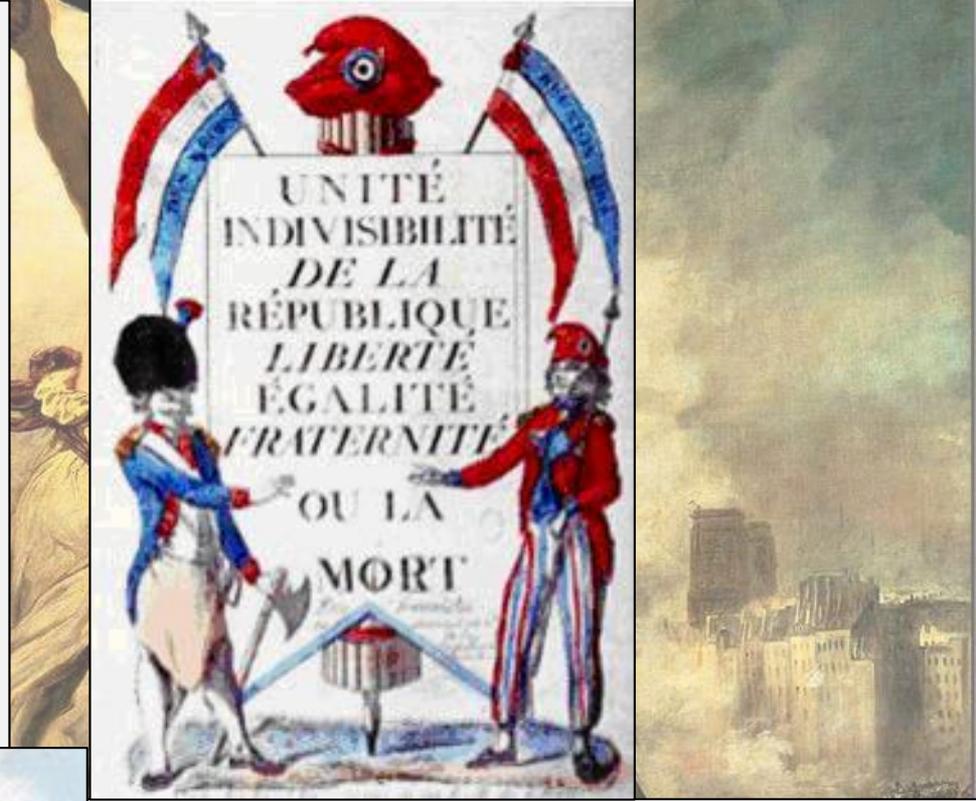


3. La devise

C'est ...

Date de création :

Signification :



4. Le drapeau

Ses couleurs :

Date de création :

Signification :

5. Marianne

Date de création :

Signification :



6. Le Panthéon

Date de création :

Signification :

7. L'emblème sportif

Un ...

Siècle de création :

Signification :



Coq gaulois, [monument dédié aux Girondins](#), [Esplanade des Quinconces](#), [Bordeaux](#). Œuvre signée [Achille Dumilâtre](#) et [Victor Rich](#), réalisée entre 1893 et 1902 (wikipedia)

8. Le sceau

Date de création :

Signification :

Numérotez chaque document au symbole correspondant. Faites une recherche sur l'origine de ce symbole et sa signification... (Vous pouvez vous aider du livre p.368-369 et de <https://www.elysee.fr/la-presidence/les-symboles-de-la-republique-francaise>)

1. La fête nationale

14 juillet 1789

Date de création : 1880

Signification : fête de la Nation en souvenir de la prise de la Bastille de 1789 et de la fête de la Fédération de 1790

4



5

2. L'hymne

La Marseillaise

Date de création : 1792 (ou 1795)

Signification : « Chant de guerre pour l'armée du Rhin »

4. Le drapeau

Bleu, Blanc, Rouge

Date de création : 1789

Signification : blanc du roi, bleu et rouge de Paris

3. La devise

Liberté, Égalité, Fraternité

Date de création : Révolution française
Principe en 1848

Signification : principes de la République

8



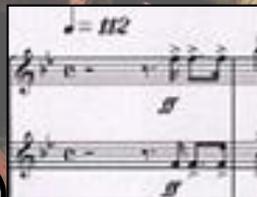
3

5. Marianne

Date de création : la Révolution

Signification : allégorie de la liberté et de la République

2



1

6. Le Panthéon

Date de création : 1790

Signification : lieu d'inhumation de grands personnages français (Hugo, Voltaire, Simone Veil)

7. L'emblème sportif

Un coq

Siècle de création : siècle

Signification : gallus = coq et gaulois
Renaissance / 19^{ème}; fierté

7



6

8. Le sceau

Date de création : 1848

Signification : cachet officiel de la France

2) Principes et valeurs de la République

Extrait de la Constitution de la Vème République

PRÉAMBULE

Le peuple français proclame solennellement son attachement aux Droits de l'homme et aux principes de la souveraineté nationale tels qu'ils ont été définis par la Déclaration de 1789, confirmée et complétée par le préambule de la Constitution de 1946, ainsi qu'aux droits et devoirs définis dans la Charte de l'environnement de 2004.

En vertu de ces principes et de celui de la libre détermination des peuples, la République offre aux territoires d'outre-mer qui manifestent la volonté d'y adhérer des institutions nouvelles fondées sur l'idéal commun de liberté, d'égalité et de fraternité et conçues en vue de leur évolution démocratique.

ARTICLE PREMIER.

La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. Son organisation est décentralisée.

La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales.

*Relevez dans le préambule de la Constitution les **valeurs** sur lesquelles sont basées la République française :*

L'article 1^{er} de la constitution affirme 5 grands principes républicains :
la République est indivisible, la laïcité, la république démocratique et sociale, la parité hommes-femmes.

a) La République est indivisible

Aucune partie du peuple, ni aucun individu, ne peut s'attribuer l'exercice de la souveraineté nationale. Seul le peuple exerce cette souveraineté par la voie de ses représentants (ex : les députés) ou du référendum. L'unité et l'indivisibilité garantissent une application uniforme du droit sur l'ensemble du territoire national. <http://www.vie-publique.fr/>



a) La République est indivisible

4 La langue française, seule langue de la République ?

Art. 2. – La langue de la République est le français [...].

Art. 75-1.¹ – Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France.

1. L'article 75-1 de la Constitution a été ajouté lors de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008.

Extraits de la *Constitution de la V^e République*

Article premier. – La langue française est un élément fondamental de la personnalité et du patrimoine de la France.

Art. 2. – [L'emploi de la langue française est obligatoire dans] toute publicité écrite, parlée ou audiovisuelle.

Art. 11. – La langue [...] dans les établissements publics et privés d'enseignement est le français, sauf exceptions justifiées par les nécessités de l'enseignement des langues et cultures régionales ou étrangères [...].

Extraits de la *Loi du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française*, dite loi Toubon

5 Publicité pour la marque Nespresso



- 1) Pourquoi le Français est-il obligatoire dans les publicités ?
- 2) Dans quels cas d'autres langues sont acceptées en classe ?

QUELQUES MOTS BRETONS

Où sommes-nous ici, mon ami ?

E pe leac'h emomp-ni aman.
va mignon.

Voulez-vous me conduire à l'usine AMIEUX FRÈRES ?

Kasit ac'hanoun, mar plij,
da di ar breudeur AMIEUX.

Oui, Monsieur, avec plaisir.

Ia, Laouen, otrou.

Oui, Madame, avec plaisir.

Ia, Laouen-braz, itroun.

Merci, partons mon ami.

Bennoz Doue d'e-hoch, va
mignon — araok ta.



Nota. — Que le lecteur se rassure car, sauf dans le fond des campagnes, la langue Française est comprise et parlée a peu près par tout le monde en Bretagne.

6

L'enseignement bilingue public : l'exemple du breton

Depuis 2003, les enfants de Bruz et des communes voisines peuvent suivre un enseignement bilingue public breton-français [...]. Les enfants scolarisés en classe bilingue vivent au quotidien dans les deux langues. [...] Depuis septembre 2010, quatre classes accueillent 91 petits bilingues [...]. L'association Div Yezh Bruz a été créée en novembre 2003 par des parents d'élèves. Elle a pour objectif de promouvoir [...] la langue et la culture bretonne ainsi que l'enseignement bilingue breton-français dans les établissements scolaires publics.

D'après le site internet de la ville de Bruz (Ille-et-Vilaine), www.ville-bruz.fr, novembre 2011

3 Image publicitaire
(Bretagne, années 1880)

Résumé fait en classe :

La République est indivisible, cela veut dire :

- L'égalité de tous les citoyens.
- L'unité du territoire.
- Une seule langue officielle pour tous;

Conséquence : La loi est la même pour tous, sur tout le territoire.



Voir manuel page 398. Répondre aux questions 1 à 4 p. 399.

DOSSIER

La laïcité, un principe républicain

La **laïcité** est un principe fondamental de la République. Inscrite dans la loi, elle protège la liberté de conscience et le respect des convictions de chacun. À l'école, la laïcité garantit l'égalité, favorise la **tolérance** et la compréhension entre tous les élèves.

Comment la laïcité contribue-t-elle à garantir le respect des convictions et des droits de chacun ?

1 État et religion en France depuis 1789 François Ollislaeger, Le 1, 28 janvier 2015.

1789 : la Déclaration des droits de l'homme défend la liberté d'opinion, y compris religieuse.

1792 : le serment de Vêpres civil et du mariage.

1830 : une cérémonie civile remplace le sacre royal.

1871 : séparation éphémère des Églises et de l'État sous le Consulat de Paris.

1872 : dernier renouveau de la république et selon les lois.

1881-1882 : Jules Ferry rend l'école publique, gratuite et obligatoire.

1905 : l'enseignement public est confié à un personnel laïque.

1901 : des dizaines de milliers de religieux catholiques sont contraints à l'exil.

1905 : séparation définitive des Églises et de l'État.

1946 : le préambule de la Constitution affirme le principe de laïcité en faveur de l'État.

1958 : la V^e République fait de la France une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.

1989 : des jeunes filles commencent à porter le voile à l'école.

2004 : une loi interdit le port de signes religieux ostensibles à l'école.

Vidéo
La laïcité. Interview d'Abdenour Didar, philosophe.

www.lumni.fr/hgsmc3-1

2 La laïcité et la loi de la République

Déclaration des droits de l'homme et du citoyen – 26 août 1789

« **Article 10.** Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi. »

Constitution de la V^e République – 1958

« **Article 1.** La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.
Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. »

Loi de séparation des Églises et de l'État – 1905

« **Article 1.** La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

Article 2. La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. »

Charte de la laïcité

www.lumni.fr/hgsmc3-2

6 La laïcité de l'École offre aux élèves les conditions pour forger leur personnalité, exercer leur libre arbitre et faire l'apprentissage de la citoyenneté. Elle les protège de tout prosélytisme et de toute pression qui les empêcheraient de faire leurs propres choix.

7 La laïcité assure aux élèves l'accès à une culture commune et partagée.

8 La laïcité permet l'exercice de la liberté d'expression des élèves dans la limite du bon fonctionnement de l'École comme du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions.

9 La laïcité implique le rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations, garantit l'égalité entre les filles et les garçons et repose sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre.

3 La laïcité dans les établissements scolaires aujourd'hui

Extrats de la charte de la laïcité à l'école, 2013.



4 La laïcité et la devise de la République

Vocabulaire

Athéisme : absence et refus de croyance en une divinité.

Laïcité : principe de séparation des Églises et de l'État. L'État est neutre, ne favorise aucune religion et garantit la liberté de conscience. Chacun est libre de croire ou de ne pas croire.

Prosélytisme : attitude consistant à tenter d'imposer ses idées de manière insistante voire violente.

Tolérance : Attitude de respect des opinions différentes des siennes.

ACTIVITÉS

- Doc. 1 et 2** Nommez le texte qui accorde la liberté religieuse en France et sa date.
- Doc. 1** Décrivez la place occupée par l'école dans l'histoire de la laïcité.
- Doc. 1, 2 et 3** Identifiez les droits et les devoirs qui relèvent de la laïcité.
- Doc. 3 et 4** Choisissez un des articles de la charte de la laïcité et expliquez comment il est appliqué dans la vie de la classe et dans le collège. En quoi cela permet-il de favoriser le respect de chacun ?
- Situation pratique** Le 9 décembre est la journée anniversaire de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État. Imaginez une action concrète pour y participer :
 - slogan
 - rédaction d'un article pour le site du collège
 - réalisation d'une affiche
 - enregistrement d'une vidéo.

1789 : la Déclaration des droits de l'homme défend la liberté d'opinion, y compris religieuse.



1792 : laïcisation de l'état civil et du mariage.



1830 : une cérémonie civile remplace le sacre royal.



1871 : séparation éphémère des Églises et de l'État sous la Commune de Paris.



1872 : dernier recensement de la population « selon les cultes ».



1881-1882 : Jules Ferry rend l'école publique laïque, gratuite et obligatoire.



1886 : l'enseignement public est confié à un personnel laïque.

1901 : des dizaines de milliers de religieux catholiques sont contraints à l'exil.



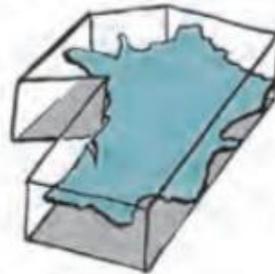
1905 : séparation définitive des Églises et de l'État.



1946 : le préambule de la Constitution élève le principe de laïcité en devoir d'État.



1958 : la V^e République fait de la France une « République indivisible, laïque, démocratique et sociale ».



1989 : des jeunes filles commencent à porter le voile à l'école.



2004 : une loi interdit le port de signes religieux ostentatoires à l'école.





Déclaration des droits de l'homme et du citoyen –

26 août 1789

« **Article 10.** Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi. »



Constitution de la V^e République – 1958

« **Article 1.** La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.

Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances. »



Loi de séparation des Églises et de l'État – 1905

« **Article 1.** La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

Article 2. La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. »

- 1 **Doc. 1 et 2** Nommez le texte qui accorde la liberté religieuse en France et sa date. 🖱
- 2 **Doc. 1** Décrivez la place occupée par l'école dans l'histoire de la laïcité.
- 3 **Doc. 1, 2 et 3** Identifiez les droits et les devoirs qui relèvent de la laïcité.
- 4 **Doc. 3 et 4** Choisissez un des articles de la charte de la laïcité et expliquez comment il est appliqué dans la vie de la classe et dans le collège. En quoi cela permet-il de favoriser le respect de chacun ?

6 | La laïcité de l'École offre aux élèves les conditions pour forger leur personnalité, exercer leur libre arbitre et faire l'apprentissage de la citoyenneté. **Elle les protège de tout prosélytisme et de toute pression** qui les empêcheraient de faire leurs propres choix.

9 | La laïcité implique **le rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations**, garantit **l'égalité entre les filles et les garçons** et repose sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre.

7 | La laïcité assure aux élèves l'accès à **une culture commune et partagée**.

8 | La laïcité permet l'exercice de **la liberté d'expression** des élèves dans la limite du bon fonctionnement de l'École comme du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions.

3 La laïcité dans les établissements scolaires aujourd'hui

 Extraits de la charte de la laïcité à l'école, 2013.





Vocabulaire

Athéisme : absence et refus de croyance en une divinité.

Laïcité : principe de séparation des Églises et de l'État. L'État est neutre, ne favorise aucune religion et garantit la liberté de conscience. Chacun est libre de croire ou de ne pas croire.

Prosélytisme : attitude consistant à tenter d'imposer ses idées de manière insistante voire violente.

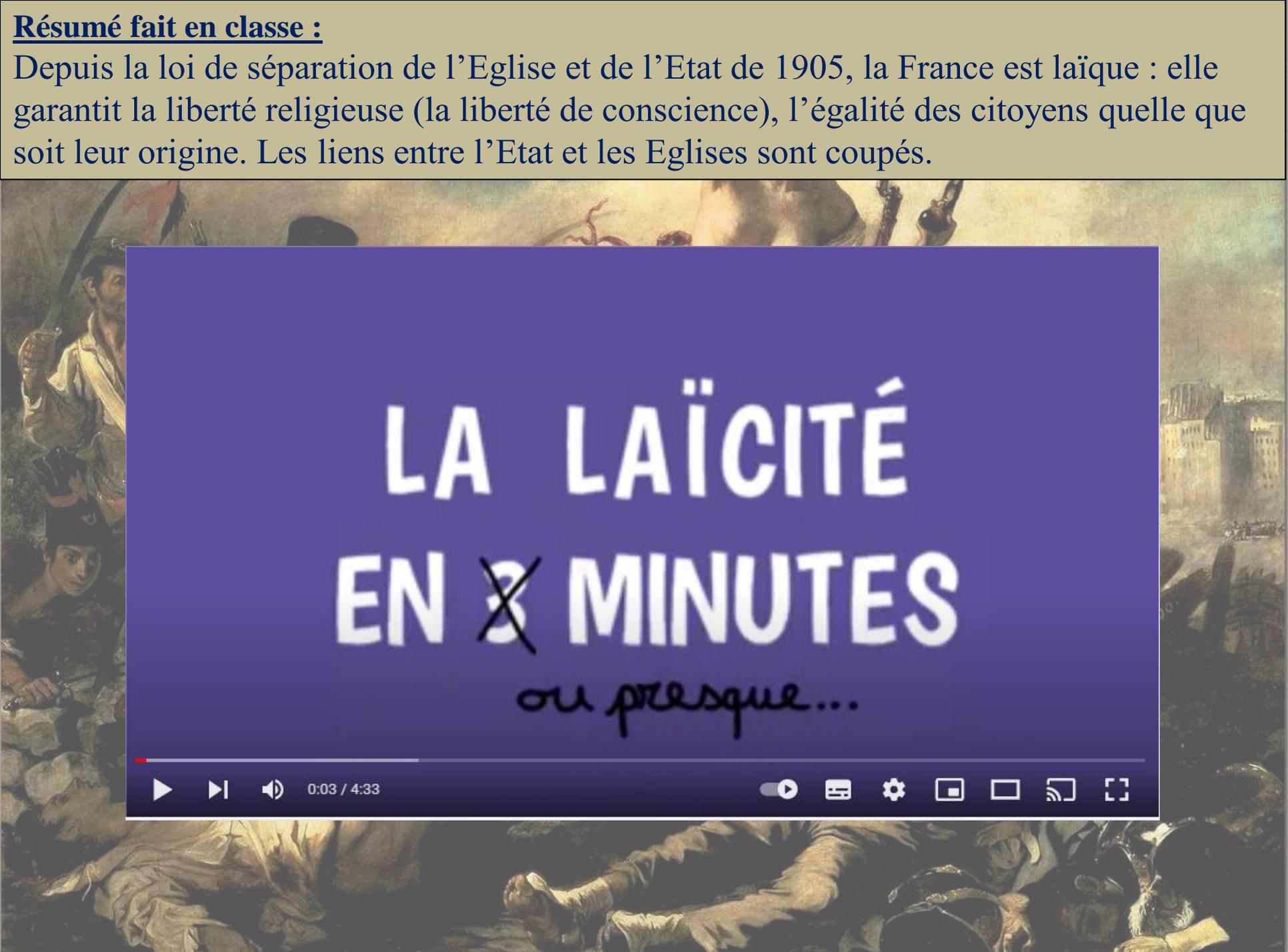
Tolérance : Attitude de respect des opinions différentes des siennes.

4 La laïcité et la devise de la République



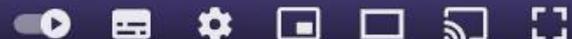
Résumé fait en classe :

Depuis la loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905, la France est laïque : elle garantit la liberté religieuse (la liberté de conscience), l'égalité des citoyens quelle que soit leur origine. Les liens entre l'État et les Églises sont coupés.



LA LAÏCITÉ
EN ~~3~~ MINUTES
ou presque...

▶ ▶▶ 🔊 0:03 / 4:33



Protection de l'Enfance - Signaler un enfant en danger

Le Conseil départemental a mis en place une cellule nommée CeSAMM (Cellule Signalement des Ardennes pour les Mineurs Maltraités) qui réceptionne vos appels et préserve l'anonymat de la personne signalante.

Dans l'intérêt de l'enfant pour lequel vous soupçonnez une maltraitance, n'hésitez pas à appeler le 0.810.08.9000 (n°Azur).

LA PROTECTION DES MINEURS

Le Président du Conseil départemental peut être chargé par le juge des enfants d'assurer la protection de l'enfant. Le mineur, accueilli, soit en famille d'accueil soit en établissement, est suivi par une équipe au sein de laquelle un éducateur spécialisé de la Maison des Solidarités la plus proche, est plus particulièrement chargé d'accompagner les parents, l'enfant en lien avec l'assistante maternelle ou l'établissement, vers un retour en famille.

LA PRÉVENTION

Certaines aides à domicile (financière et d'accompagnement) peuvent être apportées aux familles en difficulté, sur décision, du Conseil départemental, après examen de leur situation par un travailleur social de la circonscription dont dépend la commune de résidence du demandeur. Des accueils provisoires de mineurs et accueils de mères avec enfants ou futures mères peuvent être mis en place pour vous aider à un moment particulièrement difficile de votre vie.

<http://www.cd08.fr/articles/protection-de-lenfance-signaler-un-enfant-en-danger>

Présenter le document.

Quel est le rôle de la « protection de l'enfance » ? Qui sont les acteurs de cette protection ?

Quel est le lien avec la République et sa devise ?

Revenu de solidarité active (RSA)

Covid-19 : aide exceptionnelle pour les bénéficiaires du RSA

15 oct. 2020

Le 14 octobre 2020, le président de la République a annoncé la mise en place, pendant 6 semaines, d'une aide exceptionnelle pour les bénéficiaires du RSA. Le montant de cette aide sera de **150 €** et de **100 €** supplémentaires par enfant. Elle ne pourra pas dépasser **450 €**.

Le revenu de solidarité active (RSA) assure aux personnes sans ressources un niveau minimum de revenu qui varie selon la composition du foyer. Le RSA est ouvert, sous certaines conditions, aux personnes d'au moins 25 ans et aux jeunes actifs de 18 à 24 ans s'ils sont parents isolés ou justifient d'une certaine durée d'activité professionnelle. Ce dossier ne détaille pas les règles spécifiques prévues pour Mayotte.

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/N19775>

Qu'est-ce que le RSA ?

Qui en bénéficie ? Pourquoi ?

<https://www.droit-travail-france.fr/>



e) La parité hommes-femmes

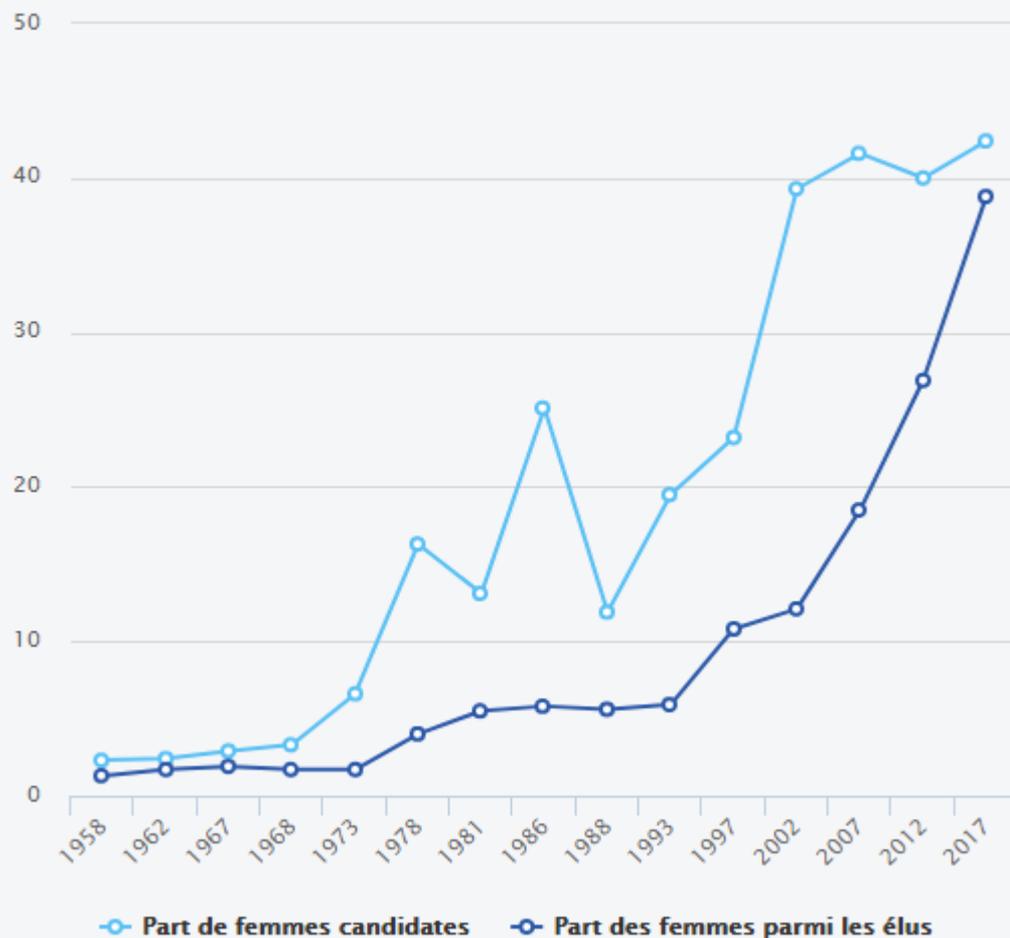
Rappel de l'art.1 de la Constitution : « La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales »

Est-ce que la parité homme-femme a progressé à l'Assemblée nationale depuis 1958 ?

D'après le graphique et tes connaissances, pourquoi peut-on dire qu'il reste des progrès à faire ?

La parité en vue à l'Assemblée nationale

En dépit d'une faible progression du nombre de candidates depuis 2002, le nombre de députés de sexe féminin a drastiquement augmenté.



e) La parité hommes-femmes

24 % d'écart de salaire

Le revenu salarial des femmes est inférieur de 24 % à celui des hommes en 2014, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Si les inégalités se réduisent légèrement (elles étaient de 27 % en 1995), elles restent très marquées parmi les cadres et les hauts revenus.

9,9 % de « discrimination pure »

Une partie de l'écart salarial s'explique par le recours plus fréquent au temps partiel et aux emplois moins valorisés : 44,8 % des emplois féminins sont concentrés dans quelques secteurs peu rémunérateurs, comme l'administration publique, la santé, l'enseignement ou l'action sociale, selon l'Insee. Pourtant lorsque l'on compare les rémunérations à conditions équivalentes (secteur, temps plein, âge, etc.), il reste un écart de 9,9 % qui constitue une « discrimination pure ».

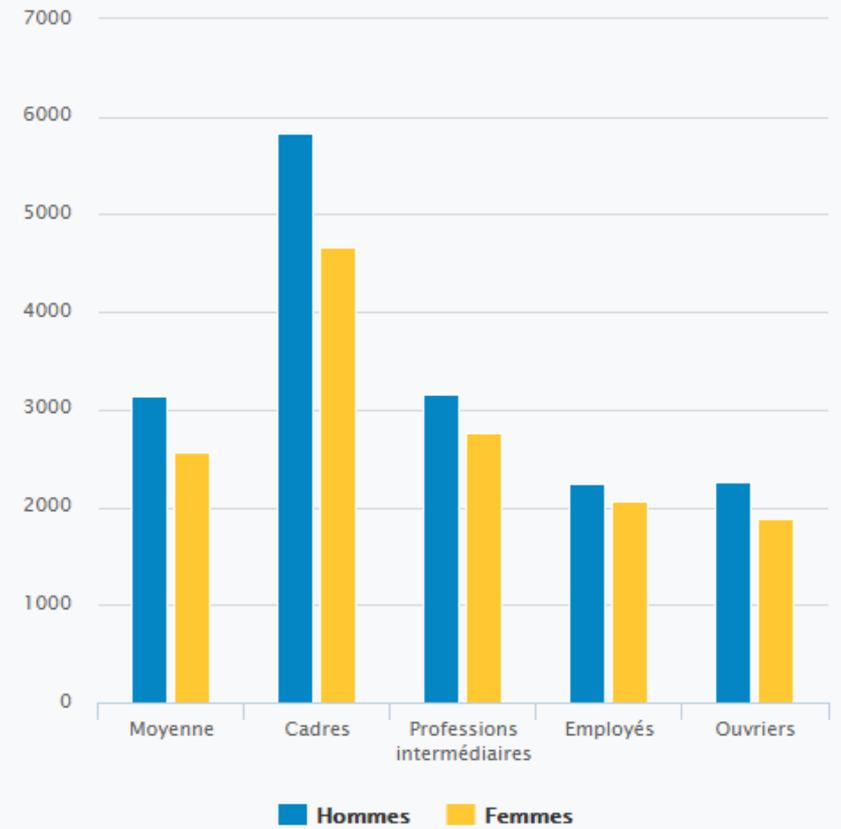
Des décalages dès le diplôme

Ces inégalités sont d'autant plus étranges qu'à l'école, les filles ont de meilleurs résultats

scolaires que les garçons. Parmi les jeunes générations, elles sont plus éduquées : 31,3 % des femmes de 25 ans à 34 ans ont un diplôme supérieur à bac + 3, contre seulement 26,4 % des hommes. Pour la première fois en 2013, 49 % des cadres entrant sur le marché du travail sont des femmes. Pourtant, des différences de salaire sont constatées dès l'obtention du diplôme : les diplômées de Sciences Po sont payées 28 % de moins que leurs condisciples masculins.

► Ecart de rémunération moyenne entre femmes et hommes selon la catégorie socioprofessionnelle

Dans le privé et les entreprises publiques, pour un temps plein, en brut.



Source : Insee

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/03/07/les-inegalites-hommes-femmes-en-12-chiffres-et-6-graphiques_5090765_4355770.html

Quelles sont les raisons qui expliquent des inégalités salariales entre les hommes et les femmes ?



Résumé fait en classe :

- La République est sociale = solidaire pour réduire les inégalités (Sécurité sociale, école gratuite, RSA...).
- La parité homme-femme dans la vie politique et sociale a progressé mais c'est un principe récent dur à appliquer.

